



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 09 AVRIL 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Finances et Conseil de Gestion

L'an deux mille quinze le neuf avril à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Oui ont pris part à la délibération
63	63	57

Objet de la délibération:

**Vote des taux de la
Taxe d'Enlèvement
des Ordures
Ménagères 2015**

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, STRAMBIO Richard, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, DUFOUR Sophie, MARCEL Frédéric, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, CAYMARIS Alain, CERET Stéphan, DUBOUIS Brigitte, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LE POULAIN Yves, LOEW Grégory, MAGAUD Fabrice, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SONNEVILLE David, VIGIER Alain

REPRÉSENTÉ(S) :

Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Frédéric MARCEL, Christine CHALOT-FOURNET pouvoir à Nathalie GONZALES, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Francine FIORINI pouvoir à Jacques MICHEL, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Sylvie FRANCIN, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Alain VIGIER, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN

ABSENT(S) :

BOYER Liliane, CHARDES Bernard, LEGRAIEN Françoise, NICCOLETTI Christine, SENES Sylvain, VECCHIO Valéria

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Monsieur Serge BALDECCHI

Transmis le : 23 AVR. 2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le 23 AVR. 2015

Par délibération n°013-096 en date du 20 septembre 2013 et conformément aux dispositions du Code général des impôts, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a institué une Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) de zone.

Ainsi, en ce qui concerne les communes de Salernes, de Saint-Antonin-du-Var et de Sillans-la-Cascade qui ont intégré notre établissement au 1er janvier 2014, il a été instauré un zonage pour lissage de taux permettant pour 2014 le vote de taux de TEOM différents, limitant ainsi les hausses de cotisations liées à l'harmonisation de leur taux fixé à 10,5% avec celui de la CAD, fixé à 12% depuis plusieurs années.

Pour ces trois communes, le calcul de la durée d'harmonisation était basé sur celle de la Contribution Foncière des Entreprises et déterminé comme suit :

- Taux de TEOM de cette zone pour 2014 : 11,25%
- Taux de TEOM de cette zone pour 2015 : 12,00%

En conséquence, au vu de l'avis de la Commission des finances du 3 avril 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération de fixer les taux de TEOM 2015 pour l'ensemble des communes à 12,00%.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 09 avril 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.